

Évolutions monétaires à Saint-Pierre-et-Miquelon au 31 décembre 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et en dépit du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accroître en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, ces projections demeurent teintées d'incertitudes en lien avec un manque de visibilité sur l'orientation à venir de la politique économique américaine.

S'agissant plus spécifiquement de la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,4 % au trimestre précédent), selon Eurostat. Le chômage en zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation, en glissement annuel, a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 9 mars 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé « *que nous poursuivons nos achats au titre du programme d'achats d'actifs (asset purchase programme, APP) au rythme mensuel actuel de 80 milliards d'euros jusqu'à la fin du mois et, d'autre part, qu'à partir d'avril 2017, nos achats nets d'actifs devraient continuer à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusqu'à fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif* ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 % au trimestre précédent) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015).

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE GLOBALEMENT BIEN ORIENTÉE

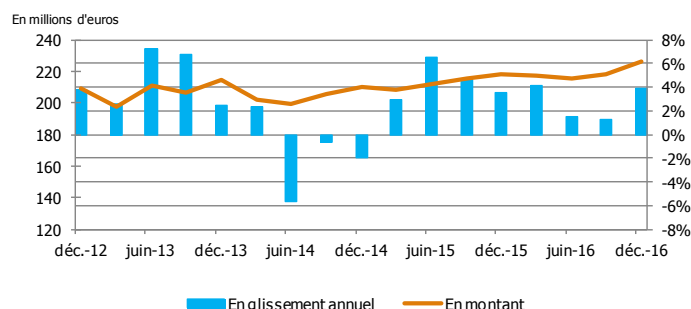
Le deuxième semestre 2016 marque un changement d'importance dans le paysage bancaire de l'archipel suite à la fusion de la BDSPM et de la CEPAC¹.

L'activité bancaire continue de profiter d'un environnement favorable, malgré l'essoufflement de certains indicateurs. Les crédits octroyés à l'économie progressent au cours des douze derniers mois (+3,4 %), mais à un rythme moins soutenu (+7,2 % à fin décembre 2015).

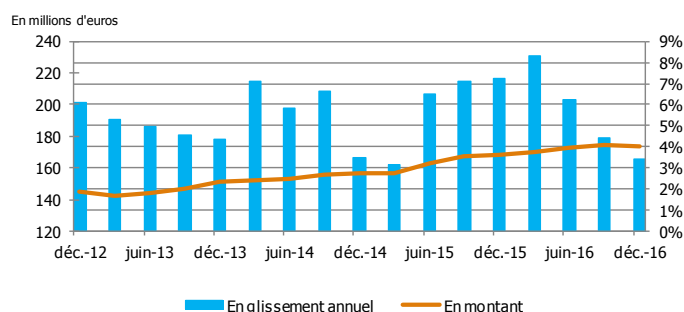
Cet accroissement des crédits octroyés s'explique principalement par la hausse des crédits aux entreprises (+8,0 %). L'encours des collectivités locales participe également à cette évolution (+20,9 %), malgré un poids moindre dans l'encours total de crédits (10,3 %). Par ailleurs, les crédits aux ménages affichent une faible hausse sur un an (+0,3 %).

Les placements des agents économiques, quant à eux, poursuivent leur essor (+3,9 % en glissement annuel). La croissance de l'encours total des actifs financiers est attribuable à la hausse combinée de l'épargne des entreprises (+18,6 %) et des ménages (+2,4 %).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



¹ Cette évolution a eu une incidence sur la répartition des crédits à l'habitat entre agents économiques, susceptible d'altérer la qualité des données d'encours de crédit.

UNE ÉVOLUTION CONTRASTÉE DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT²

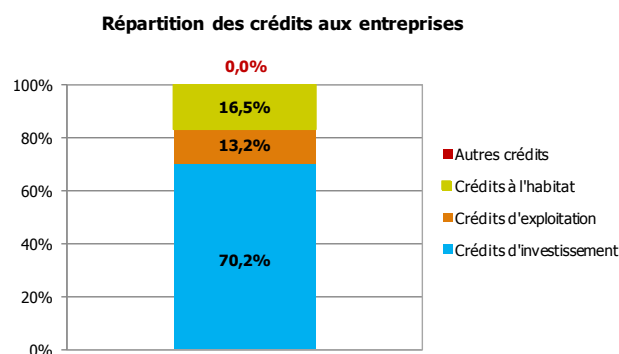
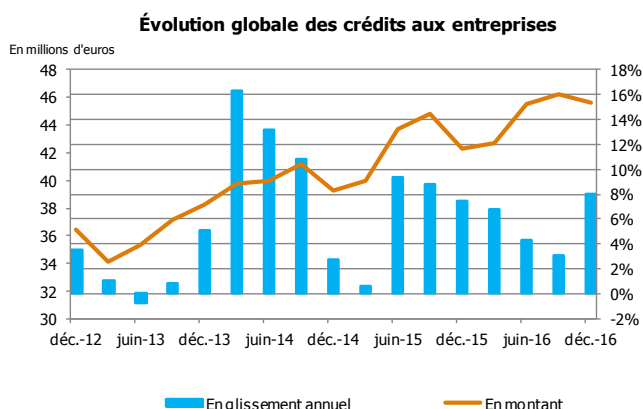
Croissance des crédits aux entreprises, malgré le repli des crédits d'investissement

Au 31 décembre 2016, l'**encours global de crédits aux entreprises** s'établit à 45,6 millions d'euros. Ce dernier progresse sur un an (+8,0 %), à un rythme légèrement supérieur à celui observé l'année passée à la même période (+7,6 %).

Principale composante des crédits aux entreprises (70,2 %), les **crédits d'investissement** s'élèvent à 32,0 millions d'euros au terme de l'année 2016. Après une hausse marquée à la fin du deuxième semestre 2015 (+14,8 % en glissement annuel), ces derniers s'inscrivent désormais en baisse sur un an (-5,8 %), pour la première fois à cette période depuis 2012.

À l'inverse, les **crédits immobiliers**, qui représentent 16,5 % des crédits octroyés aux entreprises, ont doublé au cours des douze derniers mois pour s'établir à 7,5 millions d'euros. Cette forte progression constitue le principal facteur de croissance des crédits aux entreprises. Cependant, l'évolution est partiellement imputable à la migration informatique de l'un des établissements de crédit de la place, qui a eu une incidence sur la répartition de l'encours entre les différents agents économiques.

Après un net recul en décembre 2015 (-26,3 %), l'**encours des crédits d'exploitation** repart à la hausse en 2016 (+33,5 %), pour s'établir à 6,0 millions d'euros et revenir à un niveau proche de celui observé en 2014. Cette progression est attribuable à l'essor des crédits de trésorerie, qui ont plus que doublé sur un an.

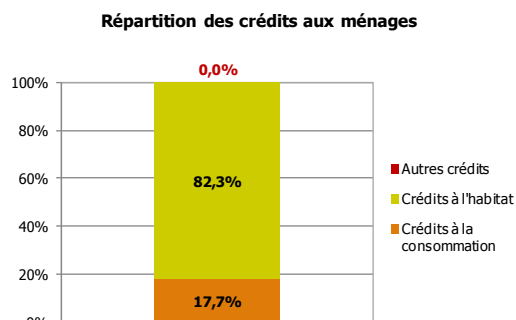
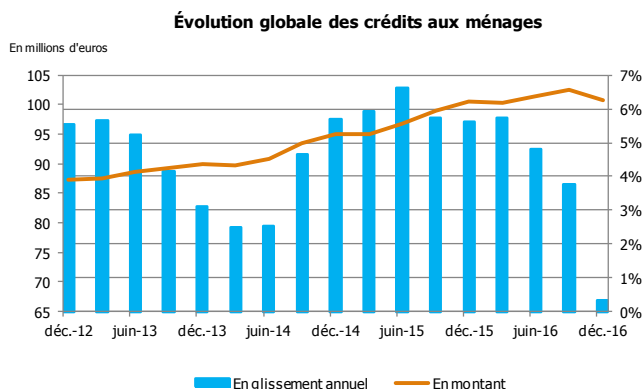


Perte de vitesse des crédits aux ménages

L'**encours sain des crédits aux ménages** progresse faiblement au 31 décembre 2016 (+0,3 % en glissement annuel), pour s'établir à 100,8 millions d'euros. Ce dernier fait état d'une moindre progression par rapport aux années précédentes (+5,7 % à fin 2014 et +5,6 % à fin 2015).

Cette faible évolution est imputable aux **crédits à la consommation**, qui après deux années de hausse (+6,7 % à fin décembre 2014 et 2015), reculent en 2016 sur un an (-2,9 %), pour s'établir à 18,2 millions d'euros. Cette évolution s'explique essentiellement par le repli des crédits de trésorerie (-2,9 % en glissement annuel). Cependant, l'encours demeure supérieur à sa moyenne de longue période (14,6 millions d'euros).

Par ailleurs, les **crédits à l'habitat** (82,3 % de l'encours des ménages) continuent de progresser sur un an (+1,1 %), mais à un rythme inférieur aux années passées (+5,5 % en 2014 et +5,3 % en 2015). Ces derniers s'élèvent à 82,6 millions d'euros en fin d'année.



² Les données concernant les encours consentis à l'économie ont été revues historiquement à partir du 31/12/2013.

Nette progression des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** affiche une nette augmentation (+20,9 % sur un an), pour s'établir à 17,9 millions en fin d'année (10,3 % de l'encours total). Si les collectivités locales n'ont cette année plus recours aux crédits d'exploitation, ces dernières contribuent néanmoins de manière significative à la croissance globale des crédits octroyés à l'économie, en raison de la forte progression des **crédits d'investissement** (+41,3 %, soit +5,2 millions d'euros).

Légère détérioration de la sinistralité

L'encours des créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 4,1 millions d'euros à fin 2016, en hausse sur un an (+7,1 %, soit +1,1 million d'euros). Le taux de créances douteuses s'accroît faiblement en glissement annuel (+0,2 point) pour s'établir 2,4 % au 31 décembre 2016.

Après avoir atteint un pic en 2015 (77,8 %), le **taux de provisionnement** des banques locales recule au cours des douze derniers mois (-2,7 points), à 75,1 %.

DES ACTIFS FINANCIERS EN HAUSSE

Les actifs financiers des agents économiques s'accroissent de nouveau en fin d'année, pour atteindre un niveau historiquement haut à cette période.

L'encours total des actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon s'établit à 226,5 millions d'euros, en progression de 3,9 % sur un an, un rythme identique à celui observé à fin 2015. Cette évolution est le résultat de la hausse combinée des placements des entreprises (+18,6 %) et des ménages (+2,4 %).

En outre, si les placements des agents économiques poursuivent leur essor, l'année 2016 a été marquée par une sensible modification de la composition du portefeuille des agents qui tend à confirmer un changement de comportement face à une situation durable de taux bas.

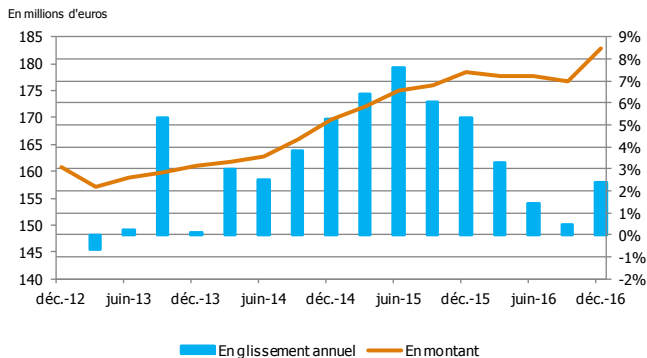
En effet, la croissance annuelle de l'encours est principalement tirée par la progression des **dépôts à vue** (+11,9 %), qui se fait au détriment des **placements liquides ou à court terme** (-7,0 %). Ce repli est principalement attribuable aux placements indexés sur les taux de marché (-20,7 %) et dans une moindre mesure aux comptes d'épargne à régime spécial (-1,0 %). D'autre part, **l'épargne de long terme** confirme le dynamisme observé l'année passée (+16,0 % après +16,7 % en 2015). Cet accroissement est attribuable à deux évolutions distinctes : d'une part, la hausse des plans d'épargne logement (+22,4 %), et d'autre part, la baisse des contrats d'assurance-vie (-1,6 %).

Dès lors, les agents semblent avoir rationalisé leurs comportements, en réduisant leurs expositions aux risques peu rémunérateurs tout en acceptant une prise de risque accrue dans l'espoir de rendements supérieurs.

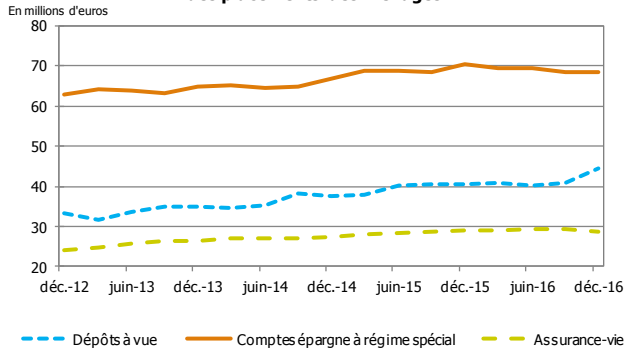
Décélération du rythme de croissance de l'épargne des ménages

Dans le sillage des augmentations enregistrées en 2014 et 2015 (+5,3 % pour chaque année), les **placements des ménages** s'inscrivent de nouveau en hausse. Ces derniers voient cependant leur rythme de croissance ralentir (+2,4 % en glissement annuel), pour s'établir à 182,8 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



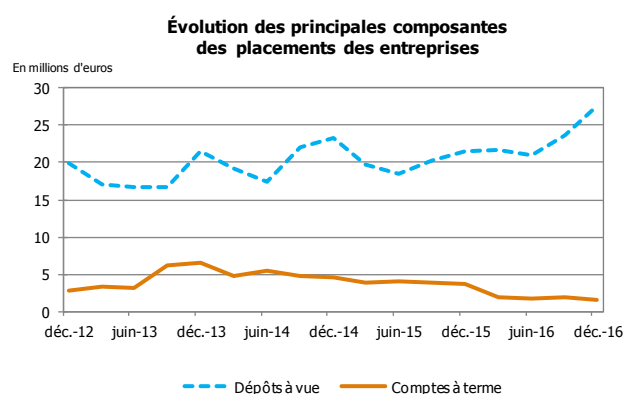
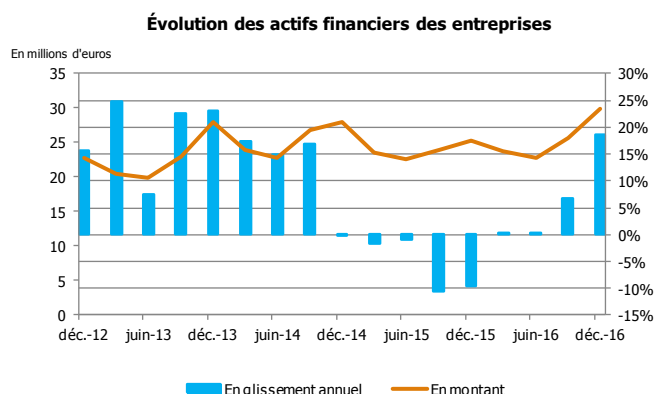
Cette évolution positive s'explique notamment par la hausse de l'**épargne de long terme** (+15,9 %), soutenue par l'augmentation des plans d'épargne logement (+22,3 %). Les **dépôts à vue** suivent une dynamique similaire au cours des douze derniers mois (+10,2 %).

À l'inverse, les **placements liquides ou de court terme** repartent à la baisse sur un an (-6,7 % contre +0,3 % en 2015), pour s'établir à 98,4 millions d'euros, un niveau historiquement bas. Cette première baisse depuis 2013 est attribuable au retrait combiné des comptes d'épargne à régime spécial (-3,1 %) et des placements indexés sur les taux de marché (-16,1 %).

Hausse soutenue des actifs financiers des entreprises

Après un repli au 31 décembre 2015 (-9,7 % sur un an), les **placements financiers des entreprises** affichent une nette progression (+18,6 %), pour atteindre 29,9 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Cette évolution est attribuable à la forte augmentation des **dépôts à vue** (+28,1 % en glissement annuel), tandis que pour la troisième année consécutive, les **placements liquides ou à court terme** s'inscrivent en baisse (-37,7 %, après -21,6 % fin 2015 et -27,8 % fin 2014).



Repli des placements des autres agents

Après un rebond au 31 décembre 2015 (+14,9 %), les **placements des autres agents** (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) enregistrent une baisse (-3,0 % en glissement annuel). Ces derniers s'élèvent à 13,8 millions d'euros à fin 2016.

Ce repli est le résultat d'une diminution des **dépôts à vue** (-9,7 % sur un an), au profit d'un accroissement des **placements liquides ou à court terme** (+7,4 %).

MÉTHODOLOGIE

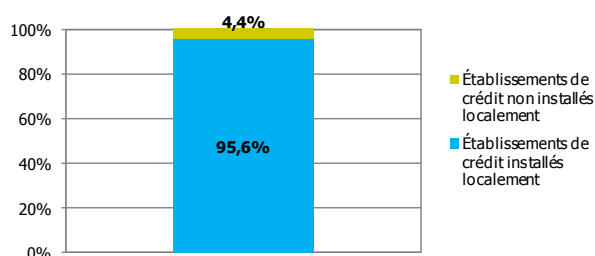
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

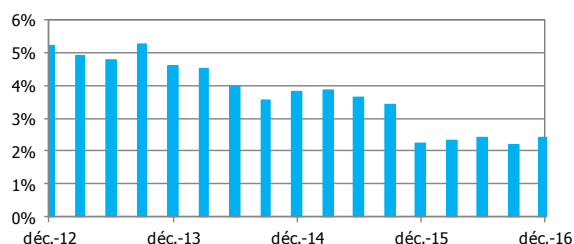
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	10,1	7,3	6,1	4,5	5,2	6,3	7,0	6,0	-3,7%	33,5%
Créances commerciales	4,5	1,5	1,9	1,2	0,4	1,3	2,1	0,8	-36,6%	-33,4%
Crédits de trésorerie	2,8	3,4	2,3	0,9	0,9	0,6	0,6	2,4	299,7%	160,2%
(dt) Entrepreneurs individuels	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,3	0,3	2,1	n.s.	n.s.
Comptes ordinaires débiteurs	2,8	2,3	1,9	2,4	4,0	4,4	4,3	2,9	-35,1%	19,3%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	25,4	27,6	29,7	34,0	33,8	35,0	34,5	32,0	-8,4%	-5,8%
Crédits à l'équipement	25,4	27,6	29,7	34,0	33,8	35,0	34,5	32,0	-8,4%	-5,8%
(dt) Entrepreneurs individuels	1,0	1,1	1,1	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	-4,3%	-10,8%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,9	3,4	3,5	3,7	3,7	4,3	4,7	7,5	75,9%	103,6%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	36,4	38,2	39,3	42,2	42,7	45,5	46,2	45,6	0,1%	8,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	15,0	16,4	17,6	18,7	18,0	17,7	17,8	18,2	2,5%	-2,9%
Crédits de trésorerie	14,5	15,9	17,2	18,4	17,7	17,3	17,5	17,9	3,2%	-2,9%
Comptes ordinaires débiteurs	0,4	0,5	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	-25,1%	-2,5%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	72,3	73,6	77,6	81,7	82,4	83,8	84,8	82,6	-1,4%	1,1%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	87,3	90,0	95,1	100,5	100,4	101,5	102,6	100,8	-0,7%	0,3%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	1,5	0,0	0,0	2,0	4,0	4,0	0,0	0,0	0,0%	n.s.
Crédits de trésorerie	1,5	0,0	0,0	2,0	4,0	4,0	0,0	0,0	0,0%	n.s.
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	17,4	20,6	18,4	12,7	12,6	12,1	16,8	17,9	47,9%	41,3%
Crédits à l'équipement	17,4	20,6	18,4	12,7	12,6	12,1	16,8	17,9	47,9%	41,3%
Autres crédits	1,3	0,9	0,5	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	20,2	21,5	18,9	14,8	16,7	16,1	16,8	17,9	11,0%	20,9%
Autres agents										
Encours sain	1,1	1,6	3,2	10,4	10,1	9,5	9,0	9,3	-2,1%	-10,6%
TOTAL										
Encours sain	145,007	151,362	156,596	167,884	169,964	172,668	174,602	173,565	0,5%	3,4%
dont ECNIL	1,565	1,548	1,690	0,976	0,972	1,575	1,567	1,594	1,2%	63,2%
Créances douteuses brutes	7,917	7,194	6,151	3,880	4,074	4,304	3,750	4,074	-5,4%	5,0%
dont ECIL	7,917	7,194	6,151	3,804	3,997	4,238	3,750	4,074	-3,9%	7,1%
Créances douteuses nettes	2,331	2,274	1,914	0,922	1,188	1,132	1,213	1,014	-10,4%	10,1%
(dt) Entreprises	2,059	1,974	1,295	0,127	0,452	0,211	0,270	0,794	275,5%	526,9%
(dt) Ménages	0,273	0,299	0,618	0,794	0,735	0,920	0,943	0,220	-76,1%	-72,3%
Provisions	5,586	4,920	4,236	2,959	2,886	3,172	2,538	3,060	-3,5%	3,4%
Encours brut total	152,924	158,556	162,746	171,765	174,038	176,973	178,353	177,639	0,4%	3,4%
Taux de créances douteuses	5,2%	4,5%	3,8%	2,3%	2,3%	2,4%	2,1%	2,3%	- 0,1 pt	+ 0,0 pt
dont ECIL	5,2%	4,6%	3,8%	2,2%	2,3%	2,4%	2,2%	2,4%	+ 0,0 pt	+ 0,2 pt
Taux de provisionnement	70,6%	68,4%	68,9%	76,3%	70,8%	73,7%	67,7%	75,1%	+ 1,4 pt	- 1,2 pt
dont ECIL	70,6%	68,4%	68,9%	77,8%	72,2%	74,9%	67,7%	75,1%	+ 0,2 pt	- 2,7 pts

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	22,7	28,0	27,9	25,2	23,7	22,7	25,6	29,9	31,9%	18,6%
Dépôts à vue	19,9	21,5	23,3	21,6	21,8	21,0	23,7	27,6	31,7%	28,1%
Placements liquides ou à court terme	2,9	6,5	4,7	3,7	1,9	1,7	1,9	2,3	34,3%	-37,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	n.s.	n.s.
Placements indexés sur les taux de marché	2,9	6,5	4,7	3,7	1,9	1,7	1,9	1,6	-4,7%	-55,9%
<i>dont comptes à terme</i>	2,9	6,5	4,7	3,7	1,9	1,7	1,9	1,6	-4,7%	-55,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Ménages	160,8	161,0	169,5	178,5	177,7	177,6	176,7	182,8	2,9%	2,4%
Dépôts à vue	33,4	35,0	37,6	40,3	40,7	40,2	40,7	44,4	10,5%	10,2%
Placements liquides ou à court terme	93,7	93,2	96,3	96,6	93,9	93,6	91,9	90,1	-3,7%	-6,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	62,8	64,9	66,8	70,5	69,4	69,2	68,4	68,2	-1,4%	-3,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	51,9	52,6	54,6	58,0	57,1	57,0	56,3	55,9	-1,9%	-3,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	10,4	11,8	11,7	11,9	11,7	11,7	11,7	11,8	1,0%	-1,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	3,5%	-2,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-3,0%	1,3%
Placements indexés sur les taux de marché	30,9	28,3	29,5	26,1	24,5	24,4	23,5	21,9	-10,2%	-16,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	29,7	28,0	29,2	25,9	24,3	24,3	23,4	21,9	-10,2%	-15,6%
<i>dont bons de caisse</i>	1,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	33,7	32,8	35,7	41,6	43,1	43,8	44,0	48,3	10,1%	15,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	4,2	5,8	7,7	11,9	13,5	14,1	14,3	14,6	3,3%	22,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont portefeuilles-titres</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	n.s.	n.s.
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	13,9%	-2,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	24,3	26,5	27,4	29,2	29,1	29,3	29,3	28,7	-1,9%	-1,6%
Autres agents	26,0	25,7	13,1	14,2	15,7	15,0	15,6	13,8	-8,3%	-3,0%
Dépôts à vue	19,5	19,7	9,1	8,6	10,0	9,4	9,6	7,8	-17,0%	-9,7%
Placements liquides ou à court terme	6,5	6,1	4,0	5,5	5,7	5,6	6,0	5,9	6,5%	7,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,7	4,9	3,3	3,2	3,4	3,3	3,8	4,0	19,3%	24,6%
Placements indexés sur les taux de marché	1,8	1,1	0,6	2,3	2,3	2,2	2,1	2,0	-12,7%	-16,2%
<i>dont comptes à terme</i>	1,8	1,1	0,6	2,3	2,3	2,2	2,1	2,0	-12,7%	-16,2%
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Total actifs financiers	209,6	214,8	210,5	217,9	217,0	215,3	217,9	226,5	5,2%	3,9%
Dépôts à vue	72,7	76,2	69,9	70,5	72,4	70,6	74,0	79,9	13,1%	13,2%
Placements liquides ou à court terme	103,1	105,7	104,9	105,8	101,5	100,9	99,8	98,4	-2,5%	-7,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	67,5	69,9	70,1	73,7	72,8	72,5	72,3	72,9	0,5%	-1,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	56,2	57,0	57,4	60,7	60,0	59,8	59,6	60,1	0,4%	-1,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	10,8	12,3	12,2	12,4	12,2	12,2	12,2	12,3	0,7%	-1,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	3,5%	-2,1%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-3,0%	1,3%
Placements indexés sur les taux de marché	35,6	35,9	34,8	32,1	28,7	28,3	27,5	25,5	-10,1%	-20,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	34,4	35,6	34,5	31,9	28,4	28,3	27,5	25,4	-10,1%	-20,3%
<i>dont bons de caisse</i>	1,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	33,7	32,9	35,7	41,6	43,1	43,9	44,1	48,3	10,0%	16,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	4,2	5,8	7,7	11,9	13,6	14,1	14,3	14,6	3,2%	22,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,7%	-18,4%
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	-	-
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	5,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	13,9%	-2,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	24,3	26,5	27,4	29,2	29,1	29,3	29,3	28,7	-1,9%	-1,6%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr